

# REVUE AFRICAINE

NUMERO 80

ANNEE  
1937



## DANS CE NUMERO

### ARTICLES DE FONDS

- Note sur un voyage au Cap de Fer, par M.J. ALQUIER.
- Un document sur une princesse hafside de la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, par M.R. BRUNSCHVIG.
- Les élections de 1849 et l'agitation politique à Alger, par M.H. ISNARD.
- Le Maraboutisme ou la naissance d'une famille ethnique dans la région de Tébessa, par M.P. MURATTI.
- La Kabylie, par M.M. REMOND.



OFFICE DES PUBLICATIONS UNIVERSITAIRES

1, Place Centrale de Ben Aknoun (Alger)

A Sidi Maklouf, une piste assez large descend à droite, vers Sidi Akkach. C'est, croyons-nous, la route qui reliait Muharur à Zaca et qu'il ne faut pas confondre avec un sentier muletier, très en pente, qui part du même point et qui n'a jamais pu être carrossable.

A l'endroit où la route centrale passe au-dessous de Koudiat Tuila, une piste se détache pour descendre vers la mechta El Menadi, Culucitanis et se prolonge en direction de Partianis. Ce doit être la route que l'on empruntait pour aller de Zaca à Culucitanis et Rusicade.

Enfin, la route centrale aboutit à Zaca, en arrière de la source captée et déjà signalée.

Les voies secondaires qui partent de cette artère principale, tout en paraissant beaucoup plus étroites que celle-ci, ont certainement pu, elles aussi, être parcourues par des chariots ; des travaux d'aménagement, aujourd'hui détruits, les rendaient carrossables. On trouve, çà et là, des traces de ces travaux.

Nous avons parcouru ce réseau routier en suivant scrupuleusement les indications de distances de la Table de Peutinger, ce qui nous a permis de retrouver les villes mentionnées et nous pouvons dire, presque avec certitude, que Muharur, Zaca, Culucitanis et Paratianis sont bien aux endroits où nous les plaçons.

JEANNE ALQUIER

Constantine, le 8 décembre 1935.

## Un document sur une Princesse hafside de la fin du XVI<sup>e</sup> siècle

Les articles récents consacrés par M. Monchicourt, dans la *Revue Tunisienne*, aux Hafsides déchus de la fin du XVI<sup>e</sup> siècle<sup>(1)</sup>, viennent d'attirer l'attention sur cette période mal connue de l'histoire de la Tunisie. A cette occasion, il m'a paru de quelque intérêt de publier le document arabe ci-dessous, qui concerne une princesse hafside de cette même époque, fille d'un des derniers souverains de la dynastie.

Ce texte, de nature juridique, figure dans un recueil de consultations données aux alentours de l'an 1600 par le mufti Abū l-Faḍl al-Qāsim b. Muḥammad Marzūq b. 'Azzūm, membre d'une famille très connue de juristes kairouanais. L'ouvrage n'a point d'autre titre que celui d'« Extrait des réponses (*nubdat ajwibat*) d'Ibn 'Azzūm ». Il occupe en entier le ms. OR 49 de la Bibliothèque Publique de Tunis, qui est une copie récente (1326 h/1908) d'une compilation remontant à l'année 1136 h/1723-24.

Le passage qui nous intéresse s'étend du f° 20 b au f° 22 a<sup>(2)</sup>. C'est une demande de consultation adressée

(1) Ch. Monchicourt, *Etudes kairouanaises*, VI: *Les Hafsides en exil de 1574 à 1581* ; VII: *L'essai de restauration hafside (1581-1592)*, dans *Revue Tunisienne*, 1936, pp. 187-221 et 425-450.

(2) L'indication des folios ne se trouve pas dans le ms., qui n'est ni paginé ni folioté.

à Ibn 'Azzūm, le mardi 25 šawwāl 1008/9 mai 1600, avec la copie de cinq actes notariés, par Hafsa al-Muntašira, fille de feu le sultan Abū l-'Abbās Aḥmad, au sujet d'un jugement que venait de rendre en sa faveur le grand-cadi de Tunis. Voici l'affaire dont il s'agit :

Le caïd 'Abdarrahmān b. Tamīm avait laissé à sa mort, pour tout bien de valeur, un immeuble sis à Tunis, se composant de : a) une maison dont la porte d'entrée ouvrait au Nord, sur la « Place du Drogman » (*Baṭḥā' at-Turjumān*), à l'intérieur de la « Porte de la Mer » (*Bāb al-Baḥr*), et qui était limitée au Sud par le Fondouk Bakr, à l'Est par une propriété <sup>(1)</sup> appartenant à 'Umar b. Qalīl al-Hamm; b) une maisonnette contiguë à l'Ouest, communiquant avec ladite maison. L'Administration, créancière du *de cujus*, saisit la totalité de l'immeuble et l'estima à cent dinars de nasris <sup>(2)</sup>, estimation que l'autorité souveraine porta — en vue d'une revente — à cent cinquante dinars, en tenant compte de certains frais supplémentaires dus aux Finances et aux fonctionnaires intéressés. Ensuite, le secrétaire faqīh Abū l-'Abbās Aḥmad, fils de feu le faqīh Abū l-Faḍl b. 'Uṣfūr acheta à l'Administration ledit immeuble, sur le visa du « Directeur des services des dîmes et des successions », le šaiḥ faqīh Abū Yaḥyā ar-Raṣṣāṣ, représentant le *bait al-māl* <sup>(3)</sup> et moyennant le versement de la somme sus-indiquée entre les

(1) Ou plus exactement « un droit » (*ḥaqq*), dont la nature n'est pas précisée.

(2) Le « nasri » (*nāṣiri*) était une pièce d'argent : dix de ces pièces faisaient un « dinar de nasris ».

(3) Caisse publique de bienfaisance, qui recueille les biens tombés en déshérence — ce qui justifie ici son intervention dans une affaire de succession saisie par l'Etat — et les revenus de certaines fondations pieuses. A l'origine, c'était le Trésor public de la communauté musulmane.

maines de l'amīn Muḥammad al-Yusri <sup>(1)</sup>. Dans le courant de l'année 996/1588, cet Ibn 'Uṣfūr céda, par acte notarié, la propriété pleine et entière dudit immeuble à son épouse al-Muntašira, en échange de la somme de trois cents nasris et cinquante dinars de nasris <sup>(2)</sup> qu'il déclara avoir reçus d'elle. Plus tard, ayant répudié cette épouse et transporté son propre domicile hors de l'immeuble susdit, il confirmait, par acte du 21 rabī' I 1003/4 décembre 1594, la cession ci-dessus, spécifiant bien qu'il ne s'agissait pas d'un dépôt (*idā'*) aux mains de la bénéficiaire, mais d'une cession totale et sans réserve de la propriété (*milk*). Quand il décéda, tel de ses héritiers éleva des prétentions sur l'immeuble et réclama par voie de justice une copie de l'acte de cession susdit; mais le grand-cadi (*qāḍī l-jamā'a*) de Tunis, vers la fin de šawwāl 1008/début mai 1600, le débouta de sa demande, décidant que ladite cession, confirmée par son auteur, était parfaitement régulière et valable, et qu'al-Muntašira demeurait, sans contestation possible, propriétaire de l'immeuble en question.

Al-Muntašira, non contente de l'avoir emporté devant le juge, consulte aussitôt après le mufti Ibn 'Azzūm sur la même affaire, lui demandant de dire si le jugement du cadi est correct et exécutoire, ou s'il mérite d'être annulé. Réponse d'Ibn 'Azzūm : le cadi a bien jugé, conformément à la doctrine des savants mālikites qui font autorité.

(1) Sur la date de cette opération, cf. plus loin, note 1 p. 85.

(2) Ce qui devait faire trente + cinquante = quatre-vingts dinars de nasris. Le mari a donc cédé l'immeuble à sa femme pour la moitié environ seulement de son prix d'achat, ce qui explique sans doute que l'opération soit qualifiée de « cession » (*taslim*) et non de « vente » (*bai'*). Il ne me paraît pas qu'il s'agisse ici du *salam* ou vente à terme.

سالتني حفصة المنتصرة بنت الأمير المرحوم أبي العباس أحمد في يوم الثلاثاء الخامس والعشرين من شوال عام ثمانية والفر عن نسخة رسوم بعد افتتاحها فالأول يقول من يشهد بعد توجهت إلى تقويم جميع الربع لأنني ذكرته وتحديدته المخلف فيما ذكر لي عن القائد عبد الرحمان بن تميم. فمنه جميع الدار الجوفية الباب الكائنة بيطحاء الترجمان داخل باب البحر من تونس بعدها قبله فندق بكر وشرقاً حق للفارس (1) عمر بن قليل الهم وجوفاً حيث يفتح بابها وغرباً حيث باب دويرتها الملاصقة لها من الجهة الغربية واحطت بها نظراً واختباراً وتاملاً وقومتها هي ودويرتها المذكورة. والثاني بعد أن توفي القائد المذكور عبد الرحمان بن أحمد تميم المذكور أعلاه عن جميع الربع المذكور أعلاه وحيز الربع المذكور بجانب المخزن المعمور في حق كان يطالب به ولم يلق عنده ما يخلص به إلا من الربع المذكور فقوم الربع المذكور بالقيمة المذكورة أعلاه وقدرها مائة دينار واحدة ناصرية ثم وقعت بعد ذلك زيادة من مقامهم العلي أيد الله تعالى ونصرة وقدرها خمسون ديناراً ناصريات فتجمل من قيمة الربع المذكور بإضافة بعضه إلى بعض ما قدره مائة دينار واحدة ناصريات وخمسون ديناراً من الصفة بإضافة الخدمة والزيادة ومنفعة خدمة دار الاشغال السعيدة على العادة وداخل في القيمة الأولى أولاً تسعة دنائير نواصر وثلاثة اثمان الدينار دلالة ومتاع الله واجرة القابض. حضر لأن شهيديه القائد (2) المكرم لأجل الأسعد أبو

العباس أحمد بن الفقيه المعظم لأجل المرحوم أبي الفضل بن عصفور واشترى من جانب المخزن جميع الربع المذكور بالقيمة المذكورة أعلاه وأضى له البيع في ذلك الناظر في شغلي الزكوات والموارث (=الموارث) حين تاريخه وهو الشيخ المعظم الفقيه لأجل المبرور أبو يحيى الرصاص وإضى علامته هنا حفظه الله تعالى وذلك بحسب النيابة عن جانب بيت المال وأحضر المشتري المذكور جلة الثمن المذكور الذي قدره مائة وخمسون ديناراً ناصريات وتولى قبضه منه الامين محمد اليسري وأضى اسمه هنا مورخ ثالث عشر رمضان المعظم عام ستة وستين (1) وشهيداه ثانيهما الفقيه عبد الكريم بن سعد المرساوي. والثالث بطرة الثاني نصه أحمد لله أشهد الفقيه الكاتب المكرم لأحضى (=الاحطى) الأسعد أبو العباس أحمد المالك المذكور امامه انه سلم لزوجته الحرة الزكية الكفصية المشتهرة المسماة بالمنتصرة بنت الأمير لأجل المعظم لأعدل المقدم المرحوم السلطان في متقدم التاريخ أبو (=أبي) العباس أحمد في جميع الدار والدويرة المذكورتين امامه بحقوقهما ومنافعهما وما عد منهما وما نسب اليهما التسليم التام لقبضه منها العوض عن ذلك وقدره ثلثمائة نواصر وخمسون ديناراً من الصفة القبض التام بحيث انه لم يبق له معها في الدار والدويرة المذكورتين أعلاه حق ولا ملك ولا شركة بوجه من

(1) Cette date du 13 ramadân [9]66/19 juin 1559 me paraît peu vraisemblable : le faqih Abū Yahyâ ar Raṣṣās intervient encore, plus loin, à un acte très postérieur, en l'année 1003/1594 ; quant à la cession de l'immeuble par l'acquéreur au profit de son épouse, elle n'est elle-même que de 996/1588. La date de l'acquisition de l'immeuble par Ibn 'Uṣfūr n'est-elle donc pas à rectifier en 996 (13 ramadân = 29 avril 1588), l'année même de la cession qu'il en fit à son épouse al-Muntaṣira ? Un copiste, influencé par le ستة qui précède, aurait écrit ستين au lieu de تسعين.

(1) Nom propre ou nom commun ?

(2) القائد est peut-être une faute pour الكاتب, titre donné plus loin au même personnage et qui paraît mieux lui convenir ; l'erreur peut provenir du même terme القائد employé plus haut.

الوجه. شهد على اشهاد بذلك في الحالة الجائزة شرعاً بتاريخ اوائل رمضان عام سنة وتسعين وتسعمائة فيه معثورات (1) ابو العباس بن محمد المغوزي وشهد عليه بذلك في اوائل صفر عام ستة وتسعين وتسعمائة احد بن محمد المسراتي. والرابع اسفل الجميع نصه اشهد الكاتب المكرم لاجل ابو العباس احد عصفور المسلم المذكور اعلاه وبطرته انه اسقط الطعن والمقال في شاهدي رسم التسليم المسطور بطرته بعد ان عرفها وعرف ما شهدوا به فلم يكن عنده فيهما حجة ولا مقال الا ما يوجب الشرع العزيز في ذلك وطيبه للحررة المنتصرة وهو ملك جميع الدار والدويرة المذكورتين التطيع التام ورفع عنها فيهما النزاع والخصام وما تولده الاحكام وهنا فيهما اتم تهنية مسقطاً في ذلك الايداع ولايداع فيه ما تناهى وتسلسل الى ابعد غاية واقصى نهاية واعترف بانه لم يودع ومهما ظهر منه ايداع فلا عمل عليه وقيام له بها (2). شهد على اشهادة بذلك في احوال الجائز بتاريخ حادي عشرين ربيع الاول عام ثلاثة والالف بمعرفة التامة ابو يحيى الرصاص وعبد اللطيف السنويس. والخامس بمحول اعلى الاصول المنتسخة ونصه الحمد لله اشهد سيدنا الشيخ الفقيه القاضي قاضي الجماعة الان حضرة تونس وسائر عملها الواضع طابعه بطرته انه حكم بصحة تسليم الكاتب ابي العباس احد عصفور لزوجه الحررة المنتصرة المذكورة بمحوله الدار والدويرة المذكورتين بمحوله لكونه بعد تسليمه مخرج من الدار وسكن بغيرها وطلق زوجته ثم طيب لها ذلك واسقط الطعن

(1) Ces deux mots semblent indiquer qu'un copiste a remarqué une erreur dans l'énoncé de la date; est-ce parce que, pour la même année (996 h), ramadân est donné avant safar ? Peut-être faut-il reculer l'attestation du deuxième témoin instrumentaire à safar de l'année 997.

(2) به. a corriger sans doute en بها.

والمقال في شاهدي رسم التسليم حسبما ذلك مقيد باسفل محوله والحالة انها حين اسقاطه الاعذار والتطيب كانت اجنبية عنه حكم بصحة ملكها لجميع الدارين وبصحة التسليم حكماً تاماً امضاه والزم العمل بمقتضاه كما حكم بعدم عطاء نسخة من الرسم المذكور لعدم الفائدة في ذلك حكماً تاماً امضاه والزم العمل بمقتضاه لتوجه موجه لديه اشهاداً صدر منه وهو على اكمل حالات المشهودين شرعاً واخر شوال عام ثمانية والالف فلان وفلان. ونص السؤال بعد افتتاحه جوابكم بعد تاملكم من الرسوم المذكورين بمحوله واعلاه فان الكاتب احد عصفور المسلم لزوجه والمسقط الاعذار في تسليمه مات فقام الان بعد موته بعض اهل ورثته وطلب نسخة من التسليم للاعذار فيه فدافعت المطلقه الحررة المنتصرة المسلم لها بذلك التسليم وبخروج الرجل المسلم من الدار واسقاطه الاعذار في التسليم المذكور واكذب كل بينة بنت له حقاً في الدارين واسقاط الايداع ومهما ظهر منه ايداع فلا عمل عليه حسبما ذلك بشهادة العدلين باسفل محوله وذلك كله منه يدل على ان خروجه من الدار لاجل تمام تسليمه لا لغير ذلك ودافعت ايضاً بحكم الشيخ القاضي بصحة التسليم المذكور لاجل ما ذكر. فهل رضي الله عنكم ذلك ماض ويعمل بمقتضاه او هو غير ماض ويفسخ والسلام. الجواب بعد افتتاحه اذا كان الامر كما ذكر فالقائم وهو المسلم المذكور (1) انما يرث من الحق ما لمورثه ومورثه من اسقط الاعذار في تسليمه وطيب الملك على الوجه المذكور

(1) Les mots (= l'auteur de la cession ci-dessus) sont mal placés, ou en trop, car d'après le contexte, ils ne peuvent s'appliquer à القائم (= le demandeur, héritier d'Ibn 'Uṣfūr), mais seulement à مورثه (= le de cuius, Ibn 'Uṣfūr lui-même).

فلم يظهر لتكرر الاعتذار وجه لان مورثه قد اسقطه ثم بعد ان تعلق بذلك حكم الشيخ قاضي النازلة حفظه الله تعالى فقد ارتفع الخلاف بحكمه المذكور على حسب ما نص عليه اشياخ المالكية الشيخ ابن محرز والشيخ اللخمي وصاحب التذكرة وغيرهم وحينئذ ذلك ماض ويعمل بمقتضاه والله تعالى اعلم وبه التوفيق.

Cette fatwā, en même temps qu'elle nous renseigne sur la situation matrimoniale, et en partie pécuniaire, de la princesse al-Muntaşira, nous révèle l'existence même de cette fille d'Abū l-'Abbās Aḥmad. Celui-ci, qualifié de « feu le sultan », ne saurait être que l'avant-dernier souverain ḥafside, fils de Mouley Ḥasan, et connu aussi dans l'histoire sous le diminutif de Ḥamīda. Détrôné par Euldj-'Alī en 1569, il était mort en Sicile en août 1575, alors que, depuis près d'un an, les Turcs étaient définitivement les maîtres de la Tunisie. En octobre-novembre, son corps, accompagné de sa veuve et de domestiques, fut ramené à Tunis où, après trois jours d'exposition publique, il fut inhumé dans la zaouia de Sidi Qāsim al-Jalīzī. Le texte d'Ibn 'Azzūm nous apprend donc qu'en sus des deux fils qui lui ont survécu assez obscurément, et dont l'un mourut chrétien à Naples <sup>(1)</sup>, il laissait au moins une fille, fidèle à l'Islam et à son pays, notre Muntaşira, encore vivante en l'an 1600, à cette époque épouse divorcée de feu Ibn 'Uṣfūr, rejeton de la grande famille des lettrés de ce nom.

Ce mariage et cette répudiation, qui dataient, le premier, d'au moins 1588, la seconde d'au moins 1594, ont-ils eu quelque lien avec les vains essais de restauration ḥafside qui ont marqué la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, notamment

(1) Sur tous ces événements, cf. Ch. Monchicourt, *Recue Tunisien*, 1936, pp. 198 et suiv., avec références.

avec celui d'un oncle et homonyme du père de la princesse Aḥmad, frère de Mouley Ḥasan ? L'hypothèse serait séduisante, qui ferait épouser par un notable de Tunis la fille du feu roi et petite-nièce du prétendant le plus en vue, alors que ce dernier courait sa chance dans le « bled » tunisien depuis 1581 ; — et qui ferait, d'autre part, coïncider le divorce avec la capture de ce Ḥafside survenue en 1592. Mais on reconnaîtra volontiers ce qu'une pareille supposition a de hasardeux. Il sera plus sage de constater seulement que les Turcs ont laissé vivre librement dans la capitale de la Régence cette proche parente des monarques déchus et d'un candidat encore actif au trône de Tunis : habileté politique ? plutôt, sans doute, simple générosité de leur part : n'avaient-ils pas déjà, quand ils se furent emparés de Tunis en 1574, doté les deux filles, tombées veuves, du dernier sultan ḥafside Muḥammad, frère de Ḥamīda, et quelques-unes de leurs parentes, d'une pension perpétuelle réversible sur la tête de leurs descendants <sup>(1)</sup> ? Notre Muntaşira, vu les circonstances politiques, ne fut probablement pas au nombre des bénéficiaires de cette dotation, échue à ses cousines germaines et à leur postérité.

\* \*

La consultation de la princesse al-Muntaşira nous apporte au surplus, comme on a pu l'entrevoir par l'analyse ci-dessus, quelques renseignements sur l'admi-

(1) Cf. Mohammed Seghir ben Youssef, *Soixante ans d'histoire de la Tunisie (al-Mašra' al-mulki)*, tr. Serres et Lasram, *Rec. Tunis.*, 1896, p. 85, et Abdulwahab, *Les femmes tunisiennes célèbres* (en arabe), Tunis, 1934, pp. 87-89. On rapprochera de cette attitude de la part des Turcs le geste connu du premier Ḥafside Abū Zakariyā', accueillant à Tunis les filles d'Ibn Ganiya vaincu.



nistration et la pratique judiciaire dans la Tunisie de la deuxième moitié du XVI<sup>e</sup> siècle. Il est fâcheux que l'incertitude de la date du deuxième acte notarié inséré dans ce texte<sup>(1)</sup> ne permette pas de le rapporter sûrement à la période des derniers monarques hafrides, contemporaine de l'Occupation espagnole, plutôt qu'au début de l'époque turque. Ces informations, qui ne se prêtent pas actuellement, vu surtout leur petit nombre et leur caractère fragmentaire, à un commentaire poussé, pourraient fournir matière à quelque étude, le jour où elles seraient complétées par des données analogues tirées d'actes du même temps. Il ne convient, pour le moment, que de signaler les plus saillantes :

1) L'existence, comme représentant du *bait al-māl*, d'un « Directeur des services des dîmes et des successions (*an-nāzir fī šuġlai az-zakawāt wa l-mawārit*) » ; *šūġlai* est le duel de *šūġl* (= affaire, poste, service), dont le pluriel *ašġāl* s'applique aux finances publiques ; d'où la *dār al-ašġāl as-sa'ida*<sup>(2)</sup> du texte, qui désigne l'« Hôtel des Finances » ;

2) La procédure de saisie immobilière par l'Etat, suivie de revente à un particulier avec ratification par le *bait al-māl* ; des frais — indemnité au Trésor et salaire des fonctionnaires<sup>(3)</sup> — s'ajoutent à l'estimation de l'immeuble au moment de la revente comme de la saisie ;

3) L'emploi de l'expression « *maqāmuhum l-'alī* » pour désigner l'autorité souveraine ; cf. un exemple kairouanais

(1) Cf. plus haut, note 1, p. 85.

(2) L'épithète laudative et optative « *sa'ida* (= fortuné) » qualifie souvent ce qui touche au souverain et à l'Etat.

(3) Le sens précis de plusieurs des termes qui les désignent nous échappe ici : *dalāla*, par exemple, ne semble pas impliquer de vente aux enchères. La *hidma*, sous une forme évidemment différente, n'est pas inconnue de la Tunisie d'aujourd'hui.

de 954/1547, rapporté et discuté par M. Monchicourt, *Revue Tunisienne*, 1933, pp. 88-90 ; il ne me paraît pas, contrairement à l'opinion de M. Monchicourt, que le pluriel contenu dans le pronom affixe prouve nécessairement la pluralité du corps souverain ;

4) La consultation du mufti, par la partie victorieuse elle-même, après l'arrêt rendu par le grand-cadi de la capitale, ce qui en dit long : a) sur le prestige d'un « prudent » célèbre par rapport au juge le plus élevé, b) sur la faible autorité de la chose jugée (voir la discussion menée, à ce sujet, par Morand, *Etudes de droit musulman algérien*, Alger, 1910, pp. 335-357) ; l'émission d'un avis par le mufti, après l'arrêt du juge, ne constituant en aucune manière une juridiction d'appel ou de cassation, peut seulement servir de *prétexte* à rouvrir le procès devant le juge ou au contraire empêcher *moralement* les parties de recommencer à plaider.

\*  
\*\*

Pour terminer, je crois devoir mentionner ici quelques noms propres ou quelques détails glanés dans les autres *fatwās* du même recueil d'Ibn 'Azzūm, et pouvant servir, à des titres divers, aux historiens de la Tunisie :

- 1) F<sup>o</sup> 8 a : mi-rajab 1009/env. 20 janvier 1601, consultation demandée par Ḥiḍr Pacha, à Tunis.
- 2) F<sup>o</sup> 20 a : 14 šawwāl 1008/28 avril 1600, consultation demandée par Sa'īd aš-Šawwāsi (fabricant ou marchand de chéchias), au sujet d'un jardin (*sāniya*) situé dans une « sebkha », hors de Bāb Qarṭājanna, à Tunis.

- 3) F° 67 b : 5 ramadān 1008/20 mars 1600, consultation demandée par le Juif Ibrāhīm (Abraham) b. Yahūdā (Juda) al-Qal'ī, sur une créance concernant une maison dont les deux tiers valent quatre-vingts « couronnes » (كروننة).
- 4) F° 80 a : 26 dū l-hijja 1008/8 juillet 1600, consultation demandée au nom de Muḥammad Balfayyib Zkizeq, par le buluq-bāsi Mustafā, parent par alliance du qā'id ad-diwān Murād.
- 5) F° 106 a : 1<sup>er</sup> ramadān 1006/8 avril 1598, consultation demandée par le yoldāš al-Ḥājj Ḥasan, ainsi que par le Djerbien 'Abdarrahmān, épicier (sūqī) au « Souk des Turcs » (Sūq at-Turk, souk et Trouk actuel, qui existait donc avant son aménagement par Yūsuf Dey, dont le règne a commencé en 1119/1610, cf. Ibn Abi Dinār, *al-Mu'nis*, 2<sup>e</sup> éd., Tunis, 1350 h., p. 184).
- 6) F° 108 b-109 a : 30 ša'bān 1006/7 avril 1598, consultation demandée par le secrétaire Rajab, au sujet d'une esclave qui, cinq mois après avoir été achetée, présente une manifestation cutanée de la syphilis (al-ḥabb al-ifrānṣī; cf. Renaud et Colin, *Documents marocains pour servir à l'histoire du « mal franc »*, Paris, 1935); l'acheteur a-t-il le droit de résilier la vente et de rendre l'esclave au vendeur? réponse: non, car le mal en question ne figure pas dans la liste des « vices rédhibitoires de l'esclave » ('ayūb ar-raḡiq), dressée limitativement par le šāḥ al-Ġarnāḥi dans ses *Waṭā'iq*.

ROBERT BRUNSCHVIG.

# Ethnographie traditionnelle de la Mettidja

## LE CALENDRIER FOLKLORIQUE<sup>(1)</sup>

### CHAPITRE X

### EPILOGUE

Nous avons vainement cherché dans le folklore blidéen une personnification de la semaine. Cette distinction est réservée aux divisions temporelles que la tradition a singularisées en les dotant d'un nom propre : les jours, comme nous l'avons vu, les douze mois et les saisons, comme on peut le voir dans les traités manuscrits ou imprimés d'astrologie et de sorcellerie. Mais, si la semaine ne jouit pas d'un culte spécial, elle est utilisée, en tant que symbole de période complète, pour assurer la pérennité aux résultats des opérations magiques particulières à chaque jour. Nous donnerons un exemple de ces séries septénaires pour chacune des magies que nous avons vues pratiquées dans les chapitres précédents, la magie djinnique, la magie coranique et la magie sympathique.

Pour le *djleb* (attraction), c'est-à-dire pour s'attacher l'amour d'un homme ou d'une femme, on commande chez le ferblantier juif une lampe indigène, à sept becs ; on y dispose sept mèches faites avec du coton choisi aux couleurs des jours de la semaine ; on la remplit avec de l'huile surfine parfumée et du goudron de laurier-rose

(1) Voir *Revue Africaine*, Nos 366-367, 1<sup>re</sup>-2<sup>e</sup> Tr. 1936, p. 135.



The recent articles by M. Monchicourt, in the *Revue Tunisienne* [Ch. Monchicourt, Etudes kairouanaïses, VI: Les Hafside en exil de 1574 à 1581; VII: L'essai de restauration hafside (1581-1592), *Revue Tunisienne*, 1936, pp. 187-221 and 425-450.] devoted to the fall of the Hafside at the end of the 16<sup>th</sup> century, have drawn attention to this little-known period in the history of Tunisia. On this occasion, it seemed to me to be of some interest to publish the Arabic document below, which concerns a Hafside princess of this same period, daughter of one of the last rulers of the dynasty.

This text, of a legal nature, appears in a collection of consultations given around the year 1600 by the mufti Abu l-Fadi al-Qasim b. Muhammad Marzuq b. 'Azzum, member of a well-known family of Kairouan jurists. The work has no other title than that of "*Answers extract (nubdat ajwibat) from Ibn 'Azzum*". It occupies the entire ms. OR49 from the Bibliotheque Publique de Tunis, which is a recent copy (1908) of a compilation dating back to the year 1723-24.

The passage that interests us extends from f° 20b to f° 22a. It is a request for consultation addressed to Ibn 'Azzum, Tuesday, 9 May 1600, with copies of five notarized actions, by Hafsa al-Muntasira, daughter of the late Sultan Abu l-Abbas Ahmad, about a judgment the Grand Cadi of Tunis had just rendered in his/her [?] favor. Here is the case:

The caid Abdarraḥman b. Tamim had left at his death, for any valuable property, a building located in Tunis, consisting of: a) a north-facing house on the "Place de Drogman" (*Batha at-Turjuman*), inside the "Gate of the Sea" (*Bab al-Bahr*), bounded to the south by the Fondouk Bakr, to the east by the property of Umar b. Qalil al-Hamm; b) a small house adjacent to the said house on the West, there being direct communication between the said houses. The Administration, a creditor of the deceased, seized the whole of the property and estimated its value at 100 *nasris dinars* (1,000 *nasris*; a "*nasri dinar*" was equal to 10 *nasris*, a silver coin), estimated that the sovereign bought it with a view to resell it for 150 [*nasri*] *dinars*, taking into account certain additional costs due to Finances and for the fees concerned. Then Ibn Usfur, the secretary [to] Abu l'Abbas Ahmad, son of the late secretary Abu l-Fadl b. Usfur, bought the said building (on 29 April 1588) from the Administration, with the approval of the "Director of Titles and Estates Services", the *saiḥ* secretary Abu Yahya ar-Rassas, representing the *bait al-ma* (Public charity bank, responsible for collecting the real and personal estates in the absence of legal heirs and the income of certain foundations) and with the payment of the sum above-mentioned (150 *nasri dinars*) to the *amin* Muhammad al-Yusri. During 1588, Ibn Usfur deeded full and complete ownership of said building to his wife al-Muntasira, in exchange for the sum of 80 *nasri dinars* which he declared to have received from her. [300 *Nasris* and 50 *Nasris dinars* = 80 *nasri dinars*. He sold the building to his wife for about half of its purchase price, which probably explains why the operation is qualified as a "transfer" (*taslim*) and not a "sale" (*bai*).] Later, having repudiated his wife and moved out of the aforementioned building, he confirmed, by deed dated 4 December 1594, the above assignment, specifying that it was not a deposit (*ida*) put in the hands of the beneficiary [al-Muntasira], but of total and unreserved transfer of the property. When he died, one of his heirs raised a claim on the building and demanded a copy of the aforementioned deed of transfer to be adjudicated; the grand-cadi of Tunis, towards the beginning of May 1600, took his request and decided that the said document as

confirmed by its author, was perfectly regular, valid, and legal, and that al-Muntasira remained, without any possible dispute, owner of the building in question.

Al-Muntasira, not content to have the case ruled on a judge, immediately consulted Mufti Ibn 'Azzum on the same case, asking him to determine whether the judgment of the qadi is written and enforceable, or whether it deserves to be canceled. The response of Ibn 'Azzum: the cadi has judged well, in accordance with the doctrine of the Malikite scholars who are authoritative. [Thus preventing a possible reversal of the judgment at a later date that is based on Maliki jurisprudence]

This fatwa, at the same time as it tells us about the marital and partly pecuniary situation of Princess al-Muntasira, reveals to us the very existence of this daughter of Abu l' Abbas Ahmad. The latter, described as "the late sultan", could only be the penultimate Hafsid ruler, son of Mulay Hasan, and also known in history under the diminutive of Hamida. Defeated by Euldj 'Ali in 1569, he died in Sicily in August 1575, while, for almost a year, the Turks were definitely the masters of Tunisia. In October-November, his body, accompanied by his widow and servants, was brought back to Tunis where, after many days of public exhibition, he was buried in the zawiya of Sidi Qasim al-Jalizi. The text of Ibn 'Azzum therefore shows us that in addition to the two sons who survived him and lived rather obscurely, and one son who died a Christian in Naples, he left at least one daughter, faithful to Islam and to his country, our Muntasira, who was still alive in 1600, the divorced wife of the late Ibn Usfur, of the great family of letters.

This marriage from 1588 or earlier, and the divorce by 1594 at the latest, did they have any connection with the failed attempt to restore the Hafsid dynasty at the end of the 16<sup>th</sup> century? Specifically, the attempt by an uncle of the princess and a namesake of her father: Ahmad, a brother of Mulay Hasan? The hypothesis is attractive, as a marriage by a notable Tunisian to the daughter of the late king and grand-niece of the most prominent pretender, during the time when the pretenders support had been increasing since 1581; coupled with, on the other hand, the timing of the divorce no later than 1594 which followed the 1592 capture of this Hafsid pretender; makes the scenario plausible. But we will readily recognize what such an assumption is hazardous. It will be wiser to note only that the Turks let this close relation of the fallen monarch and of an active pretender to the throne of Tunis live freely in the capital of the Regency: was this political skill? Rather, it was simple generosity on their part no doubt: had they not already, upon seizing Tunis in 1574, endowed the two daughters, now widows, of the last Hafsid sultan Muhammad, brother of Hamida, and some of their relatives, with a perpetual pension which reverted to their descendants? Our Muntasira, in view of the political circumstances, was probably not among the beneficiaries of this endowment, which fell to his first cousins and to their posterity.